



ÇA SUFFIT LA PRESSION SUR NOS SERVICES ET LA MISE EN DIFFICULTÉS FINANCIÈRE DES PERSONNELS !

Les personnels de l'Éducation Nationale à Mayotte lancent un cri d'alarme : Les choix politiques et les restrictions budgétaires infligées à l'Académie de Mayotte portent un coup terrible au bon fonctionnement de notre service public et mettent des centaines de familles dans une précarité inacceptable.

Depuis des années, nous dénonçons cette volonté politique de réduire les effectifs dans les services de gestion, sous le prétexte fallacieux que la numérisation des procédures faciliterait le travail des agents.

Lorsque notre Académie est passée à la paie intégrée il y a plus de trois ans, nous savions qu'il faudrait plusieurs années pour que le système fonctionne correctement. Ce "mariage" administratif avec la DGFIP de La Réunion, du fait de la complexité des dossiers et des différences de traitement entre les deux académies, ne pouvait être sans conséquences. Les difficultés se sont accumulées, obligeant à des renforts en urgence, preuve de la défaillance initiale.

Ce n'est pas un dysfonctionnement technique, c'est un choix politique !

Les véritables responsables de cette situation qui met des centaines d'agents en difficulté financière sont ces politiques qui nous imposent des restrictions budgétaires.

Nous posons la question de l'impact de ces choix sur nos vies, nos enfants et notre santé : comment peut-on accepter de travailler et de se retrouver avec un traitement amputé ou, pire, sans rien pendant un ou même deux mois ?

Cette situation n'est pas acceptable. Elle est la conséquence directe d'une gestion sous-dimensionnée qui refuse d'anticiper :

- La gestion massive des dossiers de contractuels (plus de 60% des effectifs du second degré).**
- Un circuit de validation complexe et un manque de fluidité administrative qui bloquent les salaires.**
- Un *turnover* important qui nécessite une charge constante de création de nouveaux dossiers de paie (nouveaux agents, primo-titulaires).**

Alors que l'État devrait tout faire pour garantir l'attractivité de notre territoire, vous laissez perdurer un système défaillant qui risque d'en dégoûter plus d'un. Par souci d'économie, vous avez fait le choix de l'argent plutôt que de nos vies !

Notre Droit à la Dignité Salariale

Nous remercions l'engagement exceptionnel de nos collègues des services de gestion qui, pour certains, travaillent actuellement 7 jours sur 7 pour tenter de pallier ces défaillances. Leur travail héroïque se limite trop souvent à devoir négocier le versement d'un acompte pour permettre à nos collègues de survivre. Ce n'est pas leur mission !

Nous le confirmons : Cette rentrée ne s'est pas passée dans des conditions normales ni pour les élèves, ni pour l'ensemble du personnel de l'Éducation nationale à Mayotte. Pour la première fois, la CGT Éduc'action a mis en place un dispositif d'aide d'urgence destiné à accompagner ses adhérents rencontrant des difficultés financières.

Nos revendications sont claires :

1. Cessez immédiatement les restrictions budgétaires sur nos services.
2. Renforcement urgent et pérenne des équipes du Rectorat, du service mutualisateur du lycée de Kahani et de la DGFIP dédiées à la paie à Mayotte.
3. Mise en place d'un plan d'urgence pour garantir le versement de 100 % des traitements à date fixe pour tous les personnels, sans recours systématique et dégradant aux acomptes.

Nous exigeons le respect de notre travail et de notre droit à une paie intégrale et ponctuelle. La mise en difficulté financière des personnels de l'Éducation doit cesser immédiatement !

Toutes et tous en grève et manifestation le 2 octobre.

Bruno DEZILE pour la CGT Éduc'action Mayotte

